

OBJECTIFS DE LA LIGNE DU TEMPS

Découvrir de manière interactive la question de la dette des pays du Sud ; son évolution de l’origine à l’actualité, les acteurs, les conséquences, etc.

Comprendre le « système dette » comme mécanisme d’appropriation des richesses.

Introduire la question de la dette des pays du Nord à travers la question de la dette des pays du Sud et faire des liens entre ce qui se passe aujourd’hui en Europe et ceux que connaissent les pays du Sud depuis les années 80.

PUBLIC

Il convient à tout public dès 16 ans. Il est particulièrement adapté pour un public qui ne connaît pas la problématique de la dette des pays du Sud et sert d’introduction.

ANIMATION

1 personne. / L’animation de la ligne du temps dans sa version simplifiée (avec le minimum d’éléments interactifs) nécessite environ 1h30. Vous pouvez également la faire dans sa version longue, avec l’ensemble des supports proposés dans ce guide, comptez alors 1h30 en plus. / Ce support pédagogique est idéal après l’animation du jeu [Sudestan](#).

DÉROULEMENT

Idéalement vous tracez une ligne au tableau et vous questionnez les participant-e-s pour que les éléments qui composent la ligne du temps viennent du public et ne soient pas reçus sous forme d’exposé mais soient construits collectivement. Si vous en avez les moyens, plutôt que de l’écrire au tableau, vous pouvez préparer des étiquettes de couleurs. Cela rend la ligne plus attractive et plus claire (voir document : « photo ligne du temps »).

N’oubliez pas de remettre une photocopie du résumé de la ligne du temps en fin d’animation (voir documents - « résumé ligne du temps 1 et 2 »).

À la fin de chaque partie, nous vous proposons la lecture de quelques questions du livre: [65 questions, 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), d’Éric Toussaint et Damien Millet, pour renforcer vos connaissances. Vous pouvez le retrouver en ligne sur le site du CADTM : <http://cadtm.org/65-questions-65-reponses-sur-la,8331>

Nous n’allons pas plus loin dans la bibliographie car le livre proposé nous semble « suffisant » à l’appropriation de base de cet outil.

Pour vous guider, nous avons indiqué certaines questions, transitions ou supports que vous pouvez utiliser lors de votre animation.

Les passages qui sont encadrés en bleu sont ceux que vous devez indiquer sur votre ligne du temps.

BONNE ANIMATION !

1944 : CRÉATION DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS : BANQUE MONDIALE ET FMI

Après la 2^{de} guerre mondiale, deux institutions internationales sont créées, à votre avis lesquelles ? (donner des indices si nécessaires – ou se référer au [Sudestan](#), si les participant-e-s ont découvert cet outil pédagogique)

Quels sont les objectifs de ces institutions, comment fonctionnent-elles ?

LA BANQUE MONDIALE (BM)

OBJECTIFS

1. Aider à la reconstruction de l'Europe mais abandon rapide de cet objectif à cause du plan Marshall : Programme de reconstruction économique proposé en 1947 par George C. Marshall, secrétaire d'État des États-Unis. Doté d'un budget de 13 milliards USD de l'époque (environ 136 milliards USD de 2016) sous forme de dons et de prêts à long terme, le plan Marshall permit à 16 pays (notamment la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les pays scandinaves) de profiter de fonds pour leur reconstruction après la 2^{de} guerre mondiale.
2. Favoriser la croissance économique des pays du Sud dont la majorité en Afrique est encore des colonies. Rapidement la BM va réorienter ses fonds vers les pays du Sud.

FONCTIONNEMENT

1 USD = 1 voix. Veto de fait des USA sur les grandes décisions car elles sont prises avec 85 % des voix et les USA disposent d'un droit de vote de 15,80 % (en 2017).

189 membres en 2017. Pour être membre il faut d'abord être membre auprès du FMI.

Les différents groupes de la Banque mondiale : BIRD, SFI, CIRDI, AID, AMGI

Directeur = une personne de nationalité USA.

FINANCEMENT

La Banque mondiale accorde des prêts aux puissances coloniales (Grande-Bretagne, France, Belgique, Portugal) pour qu'elles financent l'exploitation de leurs colonies. Ces prêts vont servir à faciliter l'approvisionnement en minerais, en produits agricoles et en combustibles des puissances coloniales et non au développement des pays du Sud. Pendant les 17 premières années (de 1944 à 1961) la BM a uniquement « soutenu » des projets visant l'amélioration des infrastructures de communication et de production électrique (routes menant aux ports pour les importations/exportations, trains de marchandises, barrages électriques, etc...). Elle ne soutenait pas de projets sociaux.

Une grande partie de ces prêts a également servi à écouler les marchandises produites par les puissances coloniales. Au cours de 17 premières années de la BM, 93 % de l'argent prêté revenait chaque année dans les pays industrialisés sous forme d'achats. Ainsi, par exemple, le Congo Belge a reçu 120 millions USD (de l'époque) de prêts de la BM dont 105,4 millions USD ont été dépensés par l'administration coloniale du Congo pour l'achat de produits exportés par la Belgique.

Répartition des droits de vote par pays et en comparaison avec la population de ces pays – Page 42 et 43 du [65 Questions réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#) (**voir document « droit de vote BM »**).

On peut faire une courte carte d'identité du président actuel de la Banque mondiale et de ses prédécesseurs (**voir document « président BM »**).

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONALE (FMI)

OBJECTIF

- Assurer la stabilité financière internationale.
- Faire des prêts pour réduire le déficit budgétaire.

FONCTIONNEMENT

- 1 USD = 1 voix. Veto de fait des USA sur les grandes décisions car elles sont prises avec 85 % des voix et les USA disposent d'un droit de vote de 16,54 % (en 2017).
- 189 membres (les mêmes qu'à la BM).
- Directeur = une personne de nationalité européenne. Le numéro 2 du FMI est toujours une personne des USA. (En 2011 : David Lipton, ex Trésor USA & ex assistant spécial du Président des USA).

Répartition des droits de vote par pays et en comparaison avec la population de ces pays – Page 71 et 73 du [65 Questions réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#) (**voir document « droit de vote FMI »**).

On peut faire une courte carte d'identité de la présidente actuelle du FMI et de ses prédécesseurs. (**voir document « directeurs FMI »**).

Pour aller plus loin : Éric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012 / Questions 8 et 16.

1960 : LES INDÉPENDANCES

On passe à l'année 1960 : à votre avis que s'est-il passé en 1960 pour de nombreux pays du Sud, particulièrement sur le continent africain ?

LA DETTE COLONIALE

L'acte 1 de la dette des pays du Sud est une dette coloniale. Au cours des années 1950 et 1960, la Banque mondiale a accordé plusieurs prêts aux métropoles coloniales dont la Belgique, la France, le Portugal et la Grande-Bretagne, pour des projets leur permettant de maximiser l'exploitation de leurs colonies. Ces dettes des puissances coloniales à l'égard de la Banque mondiale ont ensuite été transférées, pour la plupart, aux ex-pays colonisés au moment de leur indépendance dans les années 1960, sans leur consentement.

Exemples : Haïti a hérité de « la rançon française de l'indépendance », correspondant à 150 millions de franc-or (soit le budget annuel de la France de l'époque). Cela équivaut à environ 21 milliards USD d'aujourd'hui. La France a été remboursée pendant un demi-siècle. En 1960, la Belgique transfère sa dette au Congo; la France à la Mauritanie, au Mali, au Togo...

Or, ces dettes issues de la colonisation sont nulles en droit international public. Le **Traité de Versailles de 1919** stipule dans son article 255 que la Pologne est exonérée de payer « *la fraction de la dette dont la Commission des Réparations attribuera l'origine aux mesures prises par les gouvernements allemand et prussien pour la colonisation allemande de la Pologne* ». Une disposition similaire fut prise dans le **Traité de paix de 1947** entre l'Italie et la France, qui déclare « *inconcevable que l'Éthiopie assure le fardeau des dettes contractées par l'Italie afin d'en assurer sa domination sur le territoire éthiopien* ». L'article 16 de la **Convention de Vienne de 1978** qui régit le droit des Traités ne dit pas autre chose : « *Un État nouvellement indépendant n'est pas tenu de maintenir un traité en vigueur ni d'y devenir partie du seul fait qu'à la date de la succession d'États, le traité était en vigueur à l'égard du territoire auquel se rapporte la succession d'État* ».

Présentation de la caricature de DOM (voir document « dette coloniale »).

DE 1960 À 1980 LES AUTRES SOURCES D'ENDETTEMENT

Comme on vient de le voir, les pays du Sud ont hérité d'une dette coloniale. On va voir maintenant les autres sources d'endettement pour les pays du Sud de 1960 à 1980. Il y en a 4.

LA DETTE DES PAYS DU SUD A DIFFÉRENTES SOURCES

1. Les Eurodollars

Après la 2ème guerre mondiale (1945), le plan Marshall (13 milliards USD de l'époque - soit environ 130 milliards USD aujourd'hui - dont 11 milliards en dons) permet une relance économique rapide de l'Europe de l'Ouest, et les banques accumulent de grandes quantités de dollars (les **Eurodollars**). A partir de 1960, ces financements sont prêtés aux pays du Sud à faible taux d'intérêts.

2. Les Pétrodollars

En 1973, le premier choc pétrolier entraîne une forte augmentation des prix du pétrole (x 4). Cela produit une importante accumulation de dollars pour les pays exportateurs de pétrole (les **Pétrodollars**) qu'ils vont placer dans les banques occidentales. Ils sont également prêtés aux pays du Sud à faible taux d'intérêts.

Ces Eurodollars et Pétrodollars vont constituer la **dette extérieure publique commerciale** (c'est-à-dire due à un créancier privé : les banques occidentales)

Son évolution : 1960 = proche de 0 / 1970 = 36 Mds USD / 1980 = 380 Mds USD

3. Aide liée

Une récession généralisée frappe les pays du Nord après le choc pétrolier. Afin de relancer leur économie, ils vont distribuer « du pouvoir d'achat » aux pays du Sud afin de les inciter à acheter les marchandises produites au Nord en leur accordant des prêts (d'État à État) sous forme de crédits d'exportations : « je te prête de l'argent, à condition que tu achètes mes produits ».

Exemple : Selon une étude de la BM, entre 1962 et 1987, les pays africains ont payé leurs importations de produits sidérurgiques plus chers que les pays industrialisés (jusqu'à 23 % dans le cas d'importations venant de la France).

L'aide liée va constituer la **dette extérieure publique bilatérale** (c'est-à-dire la dette due à un autre État). Son évolution : 1960 = très faible / 1970 = 26 Mds USD / 1980 = 103 Mds USD

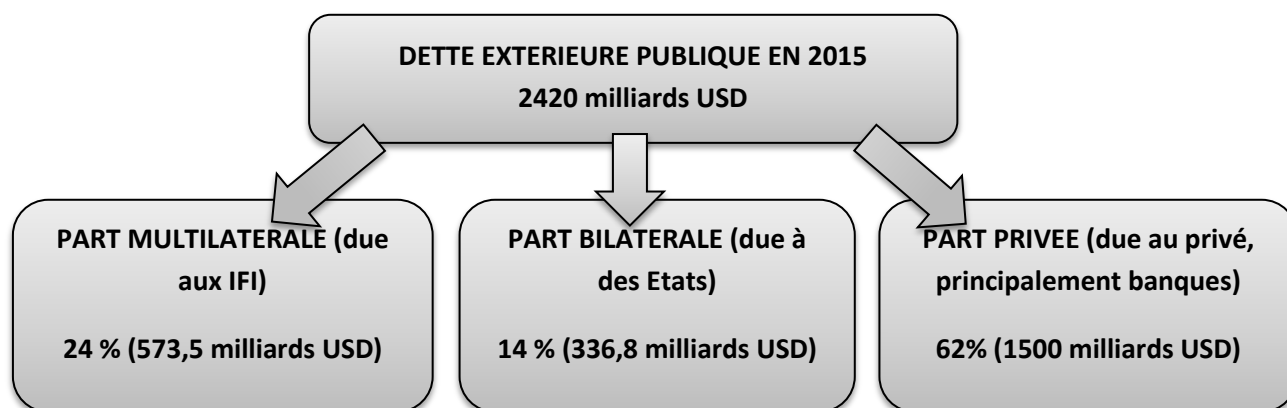
4. Les Institutions financières internationales surtout BM

La BM a accru ses prêts surtout à partir de 1968 sous la présidence de McNamara. Dans le contexte de guerre froide, la BM va utiliser les prêts pour contrer la « contagion révolutionnaire » : « Je te prête de l'argent tant que tu ne tombes pas dans le giron communiste ».

Entre 1968 et 1973 : la BM accorde plus de prêts que pendant 1945-1968. Elle incite les pays du Sud à s'endetter, et soutient la plupart des dictatures de l'époque : Mobutu – Zaïre ; Suharto – Indonésie ; Marcos – Philippines ; Dictature brésilienne de 1964 à 1985 ; Pinochet – Chili ...

Les prêts des institutions financières internationales (IFI) constituent la **dettes extérieures publiques multilatérales** (c'est-à-dire la dette due aux institutions qui représentent plusieurs pays). Son évolution : 1960 = très faible / 1970 = 8 Mds USD / 1980 = 58 Mds USD dont 32 vis à vis BM.

Pour résumer : (faire le schéma à côté de la ligne du temps)



Source : Banque mondiale (2017). [International Debt Statistics](#).

Pour aller plus loin : Éric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012 / Questions 6, 7 et 9.

À QUOI ONT SERVI LES PRÊTS ?

À votre avis, à quoi ont servi ces prêts ? Qu'ont fait les pays du Sud avec cet argent ?

1. Corruption

Une partie importante des sommes empruntées a été détournée par des régimes corrompus qui ont tiré parti de l'endettement pour prélever des commissions et consolider leur pouvoir autoritaire avec la complicité des créanciers occidentaux.

- Mobutu : 1997 fortune de 8Mds USD = 2/3 dette Congo 12Mds USD
- Les créanciers le savaient : rapport Blumenthal commandé par le FMI en 1978.
- Duvalier : 1986 fortune estimée entre 300 et 800 M USD = dette extérieure 750 M USD

Graphique montrant l'évolution des prêts du FMI après le rapport Blumenthal. (voir document [« graphique déboursement RDC après Blumenthal »](#))

2. Achat d'armes ou de matériel militaire

Les pays producteurs d'armes (Belgique : FN d'Herstal, France : Lagardaire) trouvent de très bons débouchés grâce à la vente d'armes, utilisées pour réprimer la population...

Argentine (1976 – 1983) ; Pinochet (1973 – 1990) ; Afrique du Sud sous l'apartheid (1948 – 1994) ; Rwanda (génocide en 1994).

3. Les éléphants blancs

Emprunt gigantesque qui a été réalisé par un gouvernement pour l'affecter à la construction d'un projet industriel énorme et qui a servi de débouchés, d'acquisition de marchés aux entreprises occidentales. Ces projets sont caractérisés par le manque de rentabilité et de discipline financière et ne servent finalement que les intérêts de quelques membres haut placés du pouvoir et profitent aux entreprises occidentales qui y trouvent des débouchés et des acquisitions de marchés extrêmement intéressants.

Exemple : Inga en RDC ; La basilique Notre-Dame de la Paix de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire ; etc.

Pour illustrer les éléphants blancs, vous pouvez distribuer un extrait de la BD Dette odieuse (Damien Millet et Frédéric Chauvreau) sur le barrage Inga en RDC (page 13 et 14) et laisser les participant-e-s, après lecture, définir ce qu'est un éléphant blanc sur base de l'exemple du barrage Inga. (voir document « Inga 1 et 2 ») ou lecture de l'article de José Mukadi sur le cas Inga : <http://www.cadtm.org/Historique-de-la-mise-en-route-du>

4. Imposer le libéralisme sous couvert de développement...

Endettement à taux d'intérêt faibles pour répondre à une théorie de développement qui ne répond pas aux intérêts des populations. Les prêts sont surtout contractés en dollars et doivent être remboursés en dollars. Les pays du Sud ont donc besoin de dollars. Pour se procurer des dollars et répondre aux conditions imposées par les créanciers, les pays du Sud vont développer l'exploitation des ressources minières et les cultures de rentes vouées à l'exportation (coton, café, cacao, sucre...). Logiques : « emprunter sans compter, le tout à l'exportation va vous sauver ! »

Cela arrange les pays occidentaux qui ont grand besoin de matières premières à bon marché. Ils peuvent les transformer et ensuite les exporter à un prix plus élevé.

Évolution de la dette des pays du Sud : 1960 : très faible / 1970 : 70 Mds\$ / 1980 : 540 Mds\$ (x8)

Pour aller plus loin: Eric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012, Chapitre 2 : questions 6 à 10, Chapitre 6: questions 25 à 29.

1980 : LA CRISE DE LA DETTE

Les pays du Sud ont donc largement été encouragés à emprunter de l'argent. En 1980, il va y avoir ce que l'on a appelé : la crise de la dette. Qu'est-ce que c'est ? Que s'est-il passé ?

LES FACTEURS DÉCLENCHEURS

Augmentation brutale des taux d'intérêt en 1979

La Réserve fédérale (appelée également FED) sous Paul Volcker augmente unilatéralement les taux d'intérêt pour :

- Attirer les capitaux aux USA qui sont alors mieux rémunérés ;
- Lutter contre l'inflation et stopper le processus de dépréciation du dollar par rapport aux autres devises.

→ Les intérêts sont passés de 4-5 % à 16-18 % au début des années 80 pour les pays du Sud qui avaient contractés des prêts à taux variables !!

→ Les pays du Sud doivent donc rembourser plus !

Baisse du prix des matières premières

Les pays du Sud développent l'exploitation et l'exportation des matières premières (pour avoir des devises étrangères et rembourser leurs prêts). Ces matières premières affluent en même temps sur le marché international entraînant une baisse importante de leurs prix (→ si ce qui est rare est cher, ce qui abonde...)

1982 - CRISE DE LA DETTE : Le premier pays à cesser le paiement est le Mexique en 1982.

Pour aller plus loin : Eric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012, Chapitre 3 : questions 11 à 15.

APRÈS 1982 ... LA GESTION DE LA CRISE DE LA DETTE

Comment vont réagir les créanciers face à cette crise de la dette ? Vous allez voir, il y a de quoi faire des parallèles avec ce qui se passe aujourd'hui dans les pays européens....

LES PLANS D'AJUSTEMENTS STRUCTURELS (PAS)

La stratégie a été de sauver le système financier international en assurant le recouvrement des créances des banquiers privés qui avaient prêtés massivement aux pays du Sud. Le FMI est donc intervenu en accordant des prêts destinés en priorité au remboursement des dettes à l'égard des banques privées occidentales. Les Club de Paris et de Londres ont quant à eux organisé le report du remboursement de la dette bilatérale et privée. Mais avant de signer les contrats des nouveaux prêts du FMI, les pays du Sud devaient signer une lettre d'intention dans laquelle ils s'engageaient à appliquer un Plan d'Ajustement Structurel (PAS).

La logique des PAS est simple : les économies des pays du Sud ont besoin d'être restructurées, il faut donc faire des économies dans les dépenses publiques et augmenter les rentrées dans le budget. L'application de ces mesures conditionne l'accès aux financements externes et aux rééchelonnements de dettes devant le club de Paris et de Londres.

Quelques exemples de politiques contenues dans les PAS :

- Suppression des subventions aux produits de services de première nécessité (exemple : Venezuela, El Caracazo, 3 jours d'émeutes – 400 morts) ;
- Réduction drastique des budgets sociaux ;
- Gel des salaires des fonctionnaires et licenciement des fonctionnaires ;
- Dévaluation de la monnaie nationale pour faciliter les exportations (1994 : 50 % FCFA) ;
- Augmentation des taux d'intérêt ;
- Ouverture totale des marchés par la suppression des barrières douanières, objectif : acquérir les produits les moins chers du marché mondial ;
- Développement des exportations ;
- Suppression du contrôle des mouvements de capitaux ;
- Généralisation de la TVA ;
- Privatisation massive des entreprises publiques (exemple : la privatisation de la ligne chemin de fer Dakar - Bamako - Niger en 2003, à la demande de la BM et au profit du consortium franco-canadien Transrail, a entraîné la fermeture de 24 gares sur 36, le licenciement de 1000 cheminots et la fermeture quasi-totale du service voyageurs car la priorité va au fret des matières premières. Le patrimoine était estimé à 105 Mds FCFA et a été concédé à Transrail pendant 25 ans à 7 Mds FCFA payable en 7 ans).

→ Tableau de l'exemple de la RDC sur la chute des dépenses sociales au moment de l'application du PAS (voir document [« tableau PAS RDC »](#))

→ Extrait du film [« Life and debt »](#) sur l'ouverture des marchés (18:05 à 29:20)

→ Extrait du film [« Le FMI fabrique la misère »](#) avec l'exemple de l'eau au Ghana (2:46 à 6:20).

→ Extraits du film [« Le salaire de la dette »](#), Documentaire de Jean-Pierre Carlon

→ Comparaison avec l'austérité en Europe : extrait de [« Debtocracy »](#) (27:18 à 30:45) – article sur les mesures d'austérité en Grèce (nov 2011) voir document « Austérité en Europe » ou

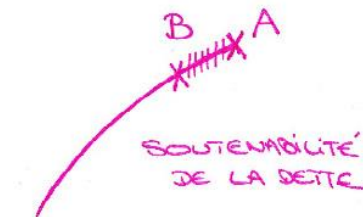
<http://www.tantquil.net/2011/11/12/liste-des-mesures-des-plans-dausterite-en-grece-alors-que-la-majorite-dela-classe-politique-extreme-droite-comprise-sallie-contre-les-prolos/>

Pour aller plus loin : Eric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012 - questions 8 à 16 et 21.

LES ALLÈGEMENTS DE DETTE

Pour éviter que les pays se déclarent en défaut de paiement, les créanciers (Club de Paris et le Club de Londres) vont mettre en place des :

- Rééchelonnements de dette en pratiquant la capitalisation des intérêts, ils s'ajoutent à la dette initiale
- Allègements de dette aux pays les plus pauvres
- Refinancements de dette (par d'autres prêts)



L'INITIATIVE PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS (PPTE)

L'initiative PPTE, lancée au sommet du G7 de Lyon en 1996, ne concerne qu'un petit nombre de pays très pauvres (42 pays seulement, représentant 11 % de la population des « pays en développement ») et son but se limite à rendre leur dette extérieure soutenable (point B du schéma). Le FMI et la Banque mondiale essaient d'alléger la dette juste ce qu'il faut pour mettre fin aux arriérés et aux demandes de restructurations. Pas plus ! De plus, ils profitent de cette initiative qui semble généreuse pour imposer un renforcement de l'ajustement structurel et de nouveaux prêts. Cette politique s'appuie sur la rédaction d'un Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), qui remplace en quelque sorte le PAS, bien que la logique soit exactement la même. Cette initiative ne devait durer que 6 ans or seulement 36 pays ont atteint le point d'achèvement et plus de la moitié d'entre eux ne l'ont atteint qu'entre 2005 et 2015.

L'INITIATIVE D'ALLÈGEMENT DE LA DETTE MULTILATÉRALE (IADM)

Le G8 de Gleneagles de 2005 annonce en grande pompe l'annulation « à 100 % » de la dette multilatérale des pays ayant atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE. Deux ans après le lancement de cette mesure le constat était amer : les 18 pays d'Afrique subsaharienne bénéficiaires de l'IADM devraient voir leur dette (contractée auprès du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement) réduite seulement de 64.4 % en moyenne, au lieu des 100 % promis par le G8 en 2005. En outre, cet allègement étalé sur une période de plus de quarante ans est « offert » sous conditions.

Pour aller plus loin : Eric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012 - Questions 14, 17, 18, 19 - Chapitre 7 questions 31 à 34.

ET LA DETTE AU SUD, ON EN EST OÙ AUJOURD'HUI ? (2017)

Après toutes ces initiatives, tous ces plans d'ajustements structurels, à votre avis la situation est-elle enfin réglée ? Les pays du Sud ont-ils toujours une dette ?

Dettes extérieures publiques des pays du Sud en 2015 = **2420 Mds USD** = 2 % des créances mondiales

Si on compare :

- Dette extérieure publique des USA en 2015 = **7000 Mds USD**
 - Dépenses militaires annuelles au niveau mondial (2015) = **1676 Mds USD¹**
 - Dépenses annuelles de publicités au niveau mondial (2016) = **524 Mds USD²**
 - Somme nécessaire pour assurer à la totalité de la population les services sociaux essentiels (Éducation primaire, santé, eau, assainissement) = **80 Mds USD / an sur 10 ans.**
 - Dette publique des pays du Sud à l'égard des banques privées = **400 Mds USD**
 - Nombre de milliardaires en 2017 : **2043** (contre 946 en 2007 et 1810 en 2016) / Leur fortune cumulée : **7670 milliards USD³**
 - Nombre de millionnaires en 2016 : **17,9 millions** (contre 10 millions en 2009) : Il se partage **47,5 % du PIB mondial estimé à 75.000 milliards USD** en 2017⁴
- Un prélèvement de **2,2 millièmes** sur ce patrimoine suffirait à trouver **80M USD** ce qui permettrait de garantir les besoins fondamentaux.
- Nombre de personnes souffrants de la faim en 2015 = **795 M de personnes⁵**

Les pays du Sud ont remboursé l'équivalent de 110 fois ce qu'ils devaient en 1970, mais entre-temps leur dette a été multipliée par 50.

La dette extérieure publique à long terme des pays du Sud est passée de 46 à 2420 Mds USD entre 1970 et 2015.

¹ Sipri, [Sipri Yearbook 2016](#).

² GroupM, [This Year, Next Year: 2017 Global Advertising to Reach \\$547B](#). 5 décembre 2016.

³ Forbes, [Liste des milliardaires dans le monde](#).

⁴ Boston Consulting Group, [Global Wealth 2017, Transforming the client experience](#).

⁵ PAM, [Lutter contre la faim dans le monde](#).

Part du budget alloué aux services sociaux de base et au service de la dette pour la période 1992-1997		
Pays	Services sociaux (santé + éducation)	Service de la dette publique
Cameroun	4,0 %	36,0 %
Côte d'Ivoire	11,4 %	35,0 %
Kenya	12,6 %	40,0 %
Zambie	6,7 %	40,0 %
Niger	20,4 %	33,0 %
Tanzanie	15,0 %	46,0 %
Nicaragua	9,2 %	14,1 %

Source : PNUD, *Rapport sur la Pauvreté dans le monde 2000*.

Part du budget alloué aux services sociaux de base et au service de la dette		
Pays	Services sociaux (santé + éducation)	Service de la dette publique
Cameroun (2017)	17,14% ⁹	16,63% ¹²
Côte d'Ivoire (2014)	23,57 % ¹⁰	24,6 % ¹³
Kenya (2011)	18,47 % ¹¹	16,2 % ¹⁴
Zambie (2015) ⁶	14,46 %	10,10 %
Niger (2016)	NC	9,48 % ¹⁵
Tanzanie (2016) ⁷	10,8 %	30,8 %
Nicaragua (2017) ⁸	30 %	5,4 %

Si à la lecture de ces deux tableaux on remarque que la situation s'est globalement améliorée, il convient de rester vigilant :

1. Le service de la dette des pays susmentionnés reste élevé ;
2. Une nouvelle crise de la dette des pays du Sud étant à venir, la situation risque de s'aggraver rapidement ;
3. **Nouvelle crise de la dette au Sud en gestation** : Entre 2012 et mi- 2017, 36 pays du Sud ont emprunté au FMI (accompagné des politiques d'ajustement structurel), et les emprunts s'accélérent ces dernières années.

⁶ Ministry of Finance – Zambia (2015). [Annual Economic Report 2015](#).

⁷ Ministry of Finance and Planning – Tanzania (2017). [Budget execution report for the first half of the fiscal year 2016/2017](#). page 14.

⁸ Ministerio de Hacienda y Crédito Público – Nicaragua (2017). [Gobierno Central - Estructura funcional del gasto 2017 \(Cordobas\)](#).

⁹ Loi de finance 2017 : http://www.minfi.gov.cm/images/documents/loi_de_finances_2017_francais.pdf

¹⁰ Budget 2014 : file:///C:/Users/Remi/Downloads/CCM_Budget_juin_2014_Annexes.pdf

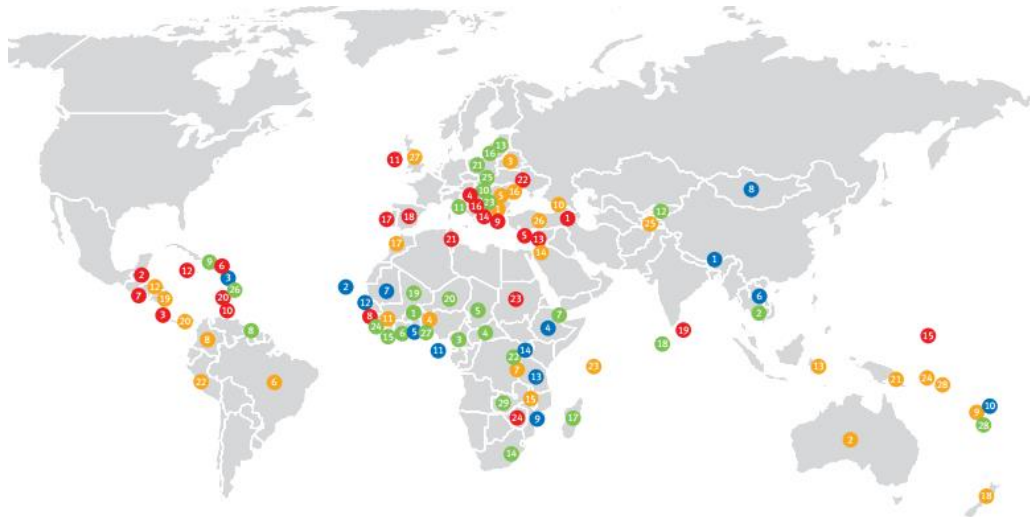
¹¹ Ministry of Finance – Kenya (2011). [Budget Highlights 2011/12](#).

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

¹⁴ Ministry of Finance – Kenya (2011). [Annual public debt management report – July 2010 – June 2011](#).

¹⁵ Ministère des Finances – Niger (2017). [Loi de finances 2017 – 1^{er} cahier](#).



- 24 pays (en rouge) connaissent une crise de la dette dont 18 pays du Sud ;
- 29 pays (en vert) présentent un risque de crise de sa dette publique externe dont 23 pays du Sud ;
- 14 pays (en bleu) présentent un haut risque de crise de la dette publique dont Mozambique où la crise a éclaté en 2016 ;

Source : Jubilee Debt Campaign (2015). [Le nouveau piège de la dette](#). Comment la riposte à la dernière crise financière mondiale a préparé le terrain pour celle d'après.

→ Jeu des chiffres: leur donner en vrac des chiffres et des intitulés et ils doivent faire correspondre. Permet de se rendre compte des différences et de l'importance de la dette des pays du Sud par rapport à d'autres dépenses (voir chiffres ci-dessus).
 → Tableau du budget alloué aux services sociaux et au service de la dette entre 1992 – 1997 ([voir document « service dette et budget sociaux RDC »](#)).

Pour aller plus loin : Eric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012 - Questions 26, 27, 39

QUI FINANCE QUI ? LE SUD OU LE NORD ?

Enfin avec tous les éléments qu'on vient de voir, on peut se demander qui finance qui ? Les pays du Nord financent-ils les pays du Sud, ou est-ce le contraire ?

Tracez les deux flèches au tableau et demandez aux participant-e-s de trouver les flux de capitaux qui vont du Sud vers le Nord et ceux qui vont du Nord vers le Sud. Mettre les montants et commenter.

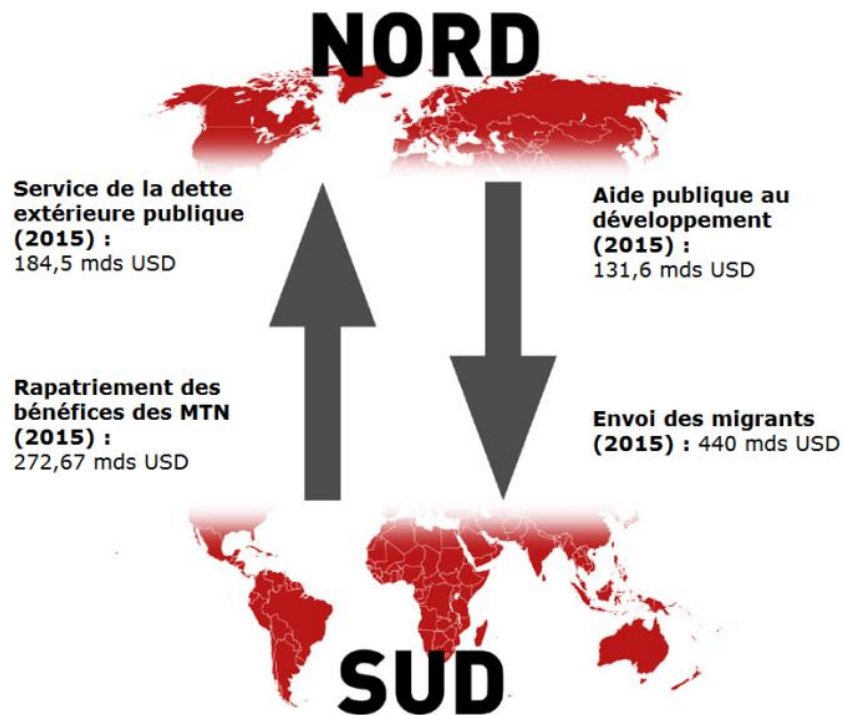
Qui finance qui ? Dans le détail - Transfert net des flux de financement Nord-Sud publics et privés (moyenne 2008-2011)

Pour 1 USD reçu réellement par les pays du Sud

- ...
 - Aide privée : 0,03 USD
 - Investissement de portefeuille : 0,06 USD
 - Aide publique : 0,10 USD
 - Transfert des migrants : 0,34 USD
 - Investissement directs étrangers : 0,44 USD
 - Autres flux officiels : 0,03 USD

... 2 USD repartent directement vers le Nord !

- Intérêts sur la dette extérieure : 0,14 USD
- Profits rapatriés par les investisseurs : 0,42 USD
- Prêts aux pays riches : 0,59 USD
- Flux financiers illicites : 0,93 USD



L'APD des pays riches doit atteindre 0,7 % du PNB. Le contenu de l'APD est très critiquable, il comprend entre-autre :

- Les remises de dette ;
- Les prêts concessionnels ;
- Les frais de scolarité des étudiants étrangers ;
- Certains frais de répression et rapatriement de sans-papiers.

Pour aller plus loin : Eric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012 - Questions 28, 48, 35

¹⁶ <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25697/9781464809941.pdf> International Debt Statistics (2017). Page 27

¹⁷ OCDE (2016). [Nouvelle hausse de l'APD en 2015, doublement des dépenses consacrées aux réfugiées](#).

¹⁸ World Bank (2017). [Remittances to Developing Countries Decline for Second Consecutive Year](#).

¹⁹ Banque mondiale (2017). [Rapatriement des bénéficiaires sur les investissements étrangers directs](#) (dollars américains courants).

LES SUSPENSIONS DU PAIEMENT DE LA DETTE

Si la situation paraît injuste voire désespérée, de nombreuses solutions existent et l'histoire le montre. Il y a par exemple de nombreux pays qui ont arrêté de payer leur dette. On en parle peu, car ce n'est pas dans l'intérêt de tout le monde que cela se sache...

- **Pérou en juillet 1985** : Le président Alain Garcia a décidé de limiter le remboursement de la dette à 10% des revenus d'exportation.
- **Cuba en juillet 1985** : Fidel Castro lance un appel au non-paiement de la dette et à la constitution d'un front du refus latino-américain et caribéen. En 1986, Cuba a suspendu sa dette vis à vis du Club de Paris (2,5 MM USD).
- **Burkina Faso en juillet 1987** : Thomas Sankara s'est prononcé lors de l'assemblée de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) pour l'annulation unilatérale de la dette et pour la constitution d'un front africain de non-paiement.
- **Argentine, fin 2001** : cesse le remboursement vis à vis du Club de Paris. Suspension de paiement la plus importante de l'Histoire = 80 Mds USD tant envers le Club de Londres que le Club de Paris. Le président élu en mai 2003, Nestor Kirchner a ensuite proposé aux créanciers privés d'échanger leurs titres contre de nouveaux de moindre valeur. Après de longues négociations achevées en février 2005, 76 % d'entre eux ont accepté de renoncer à plus de 60 % de la valeur des créances qu'ils détenaient.
- **Paraguay en août 2005** : Refus de payer une dette publique commerciale de 85 M\$ au motif que celle-ci a été contractée frauduleusement.
- **Norvège en novembre 2006** : Annulation unilatérale et sans condition des créances de la Norvège sur 5 pays : Équateur, Égypte, Jamaïque, Pérou et Sierra Léone et reconnaît sa part de responsabilité dans cet endettement qualifié d'illégitime. Cela représente 80 M USD.
- **Exemple en Équateur** :
Remboursement dette = 40 % du budget en 2007
Dépenses de santé et d'éducation = 15 % du budget en 2007
Suite à un audit de la dette, en avril 2009, l'Équateur a proposé aux détenteurs de bons de la dette d'accepter une réduction de 70 % de leur valeur. L'audit de l'Équateur a coûté 500 000 USD et cela a permis d'épargner 7 milliards USD.
Voir notamment :
 - Eric Toussaint, Pierre Carles, Eleni Tsekeri : [« Équateur : Historique de l'audit de la dette réalisée en 2007-2008. Pourquoi est-ce une victoire ? \(vidéo de 14 minutes\) »](#).
 - Eric Toussaint, Hugo Arias Palacios, Aris Chatzistefanou : [« L'audit de la dette en Équateur résumé en 7 minutes »](#).
- **En Belgique** :
 - La résolution du sénat belge de mars 2007 sur l'annulation de la dette des pays en développement : <http://www.cadtm.org/Le-CADTM-se-felicite-de-la>
 - La résolution du sénat belge de juillet 2011 à l'annulation de la dette odieuse de la Tunisie : <https://www.senate.be/www/?Mlval=/publications/viewPub.html&COLL=S&LEG=5&NR=917&VOLGnr=4&LANG=fr>
- **Autre exemple** : au Brésil, la CPI, le 19 août 2009 : Commission d'enquête sur la dette publique (Comissão Parlamentar de Inquérito da Dívida Pública / CPI) <http://www.cadtm.org/Bresil-la-Commission-d-enquete,4737>

Discours de Thomas Sankara 15 min mais peut être raccourci :

<http://www.youtube.com/watch?v=DbqyXxqcOPE>

Pour aller plus loin : Eric Toussaint et Damien Millet, [*65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*](#), 2012 - Chapitre 9 questions 39 à 41.

LES REVENDEICATIONS DU CADTM

- Refus de l'austérité au Nord comme au Sud
- Moratoire sur le paiement de la dette sans accumulation des intérêts de retard
- Audit de la dette sous contrôle citoyen (audit officiel, parlementaire ou citoyen en fonction de la situation du pays)
- A l'issue de l'audit, annulation des dettes reconnues illégitimes, illégales ou odieuses de la dette.
- Mettre en place une autre politique permettant la transition écologique et sociale

Pour aller plus loin :

- Eric Toussaint et Damien Millet, [65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale](#), 2012 - Chapitres 10 et 12.
- Eric Toussaint et Damien Millet, [AAA – Audit, Annulation, Autre politique](#), Editions du Seuil, 2012.
- CADTM, Charte politique : <http://www.cadtm.org/Charte-politique,10352>

QU'EST-CE QU'ON PEUT FAIRE ?

- S'informer et avoir un esprit critique ;
- Lire les journaux, les infos mais aussi chercher à vérifier ses sources ;
- Suivre des formations ;
- Réagir aux préjugés sur les pays du Sud et sur les migrants ;
- Quand on prend des décisions, avoir en tête les conséquences sur les pays du Sud ;
- Proposer une animation du CADTM dans son association, son école... ;
- S'organiser en collectif pour faire changer les choses, mettre la pression sur les gouvernements au Nord et au Sud et en solidarité et en lien au Nord et au Sud ;
- Rejoindre des collectifs et les groupes locaux du CADTM qui agissent pour plus de justice sociale au Nord et au Sud.

AUTRES OUTILS À ASSOCIER...

- Le film *Life and debt* de Stephanie Black. <http://www.lifeanddebt.org/>
- Le discours de Thomas Sankara à l'OUA – <http://www.youtube.com/watch?v=DbqyXxqcOPE>
- *Le salaire de la dette*, un film de Jean Pierre Carlon - <http://cadtm.org/DVD-Le-salaire-de-la-dette>
- Vidéo la dette du tiers-monde une tragédie moderne en cinq actes - <http://cadtm.org/Video-La-dette-du-tiers-monde-Une>
- Le documentaire *Debtocracy* de Katerina Kitidi et Aris Chatzistefanou - <https://www.youtube.com/watch?v=uYm1xeejvo>
- Eric Toussaint, Anthony Legrand : « [Le CADTM et la coopération au développement : Analyse, critiques et perspectives - Partie 1 sur 2](#) ».

WWW.CADTM.ORG

